

**Description des mesures que Fondation a prises depuis son adhésion au Pacte mondial et mesure des résultats obtenus et attendus, principalement selon les indicateurs de performance de la GRI.**

Plus que jamais, les enjeux internationaux se répercutent sur les enjeux locaux et les questions relatives aux modes de développement se posent avec une acuité accrue. Les crises alimentaires, sociales et politiques répétées, les besoins en matières premières dans les pays émergents et le déplacement des pôles économiques et financiers s'imposent de plus en plus dans les décisions des gouvernements.

Au cours des derniers mois, la communauté internationale, dans le cadre de la Conférence de Paris sur le climat (COP21), est, pour la première fois, arrivée à un consensus sur l'existence des changements climatiques d'origine anthropique. Malgré certaines déceptions relatives aux moyens donnés pour restreindre à 2°C ou idéalement à 1,5°C le réchauffement climatique, les dirigeants internationaux se sont mis d'accord sur le principe d'une action coordonnée pour y arriver. Les enjeux sociaux, environnementaux et économiques doivent être abordés dans une perspective mondiale. Les sociétés dites développées, comme celle du Québec, se doivent d'être proactives dans la lutte aux changements climatiques et dans la lutte aux inégalités sociales. Le Québec possède les atouts nécessaires pour contribuer activement au développement d'une société plus prospère, équitable et respectueuse de l'environnement.

Le développement d'une société plus responsable interpelle les gouvernements au premier chef, mais aussi la société civile, les organisations, les entreprises, les citoyennes et les citoyens, nous sommes tous concernés. Il est maintenant clair que les enjeux auxquels l'humanité est confrontée sont cruciaux et la démonstration a été faite qu'on ne peut dissocier le social, l'environnemental et l'économique.

Fondaction, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi (ci-après appelé Fondation ou le Fonds) est une institution financière indépendante, solide et innovatrice qui s'est imposé de fortes exigences en matière de gouvernance et de transparence. Depuis sa création, Fondation cherche à agir sur le moyen et le long termes en prenant en compte, en plus des questions financières habituelles, des préoccupations de développement économique, d'équité sociale et d'intégrité environnementale dans ses systèmes et processus de gestion. Fondation procède de la sorte dans ses relations avec les salariés, les actionnaires et les entreprises dans lesquelles le Fonds investit, ainsi que dans ses relations avec l'ensemble de ses parties prenantes.

La mission de Fondation, consiste à créer et maintenir des emplois en utilisant l'épargne des travailleuses et travailleurs comme levier de développement. Concrètement, elle consiste à offrir un mode d'épargne accessible aux travailleuses et travailleurs québécois et

de canaliser ces sommes vers le financement d'entreprises québécoises grâce à un capital patient et une équipe dont les objectifs intègre les enjeux posés par les exigences de la productivité, de la rentabilité et du développement durable.

Pour chacune des activités, les dirigeants et les salariés de Fondation ont le souci des impacts de leurs façons de faire, questionnent et recherchent les meilleures pratiques. Une partie des activités de Fondation consiste à effectuer divers investissements directs au sein de petites et moyennes entreprises du Québec. Afin de sensibiliser ces entreprises aux enjeux évoqués par le Pacte mondial, les contrats ou conventions de financement prévoient la prise en compte des dix principes du Pacte mondial, et ce, depuis 2012. Pour toute la durée de leur partenariat avec Fondation, les entreprises s'engagent à respecter ces principes et à considérer leur adhésion au Pacte mondial.

## **Droits de la personne**

- 1. Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de la personne dans leur sphère d'influence; et**
- 2. Veiller à que leurs propres compagnies ne se rendent pas complices des violations des droits de la personne.**

Les activités d'investissement de Fondation étant réalisées essentiellement au Québec, où les droits de la personne sont garantis par la Charte canadienne des droits et libertés et la Charte québécoise des droits et libertés, le respect des droits de la personne en est d'autant facilité. Fondation considère que l'emploi constitue le premier moyen de participer à la création et à la redistribution de la richesse, de s'intégrer à la société, d'assurer la vitalité régionale et de contribuer à l'épanouissement des personnes et à la réduction des inégalités. Cette vision s'incarne, entre autres, par l'importance accordée au développement d'entreprises inscrites dans un processus de gestion participative, d'entreprises d'économie sociale (autocontrôlées, coopératives ou autres) prévoyant dans leur charte une répartition égale du droit de vote entre les actionnaires ou les membres, ainsi qu'au développement d'entreprises dont les décisions ou activités contribuent à la protection ou à l'amélioration de la qualité de l'environnement.

L'approche globale de gestion de Fondation tient compte des différents types d'actifs qui composent le portefeuille et surtout, des modes spécifiques de gestion choisis pour chacun. Elle a pour but de s'assurer que l'ensemble de l'actif de Fondation fasse l'objet d'une évaluation et d'une prise en compte des dimensions du développement durable, que ce soit par l'investissement direct en entreprises, par la participation à divers fonds partenaires et spécialisés ou par les placements sur les marchés financiers.

Fondation met à la disposition des entreprises qu'il finance directement un capital patient axé sur le développement et la création de valeur réelle sur un horizon de cinq à huit ans. L'approche de financement de Fondation intègre une évaluation des risques environnementaux et sociaux à l'analyse de chaque nouveau financement. La revue diligente interne est bonifiée par un diagnostic socioéconomique réalisé par des experts externes à Fondation et celui-ci fournit de l'information sur le mode de gestion, les relations de travail et le respect des normes auxquelles l'entreprise est assujettie.

La performance globale des entreprises du portefeuille d'investissement du Fonds se mesure par les retombées sociales, environnementales, territoriales, économiques, financières et entrepreneuriales des activités de chacune des entreprises. Afin d'en mesurer les impacts et d'être en mesure d'offrir ou de recommander un accompagnement approprié à chacune d'entre elles, le Fonds a établi une série d'indicateurs dont le déploiement sera réalisé au cours de l'année 2016. Le Fonds agit ainsi en cohérence avec sa mission en accompagnant les entreprises afin de soutenir l'activité économique ainsi que la création et le maintien d'emplois de qualité dans une perspective de développement durable.

Afin de rendre disponible une offre de financement adaptée aux différents secteurs d'activité, de diversifier l'actif et de partager une expertise et des réseaux, Fondation investit aussi dans divers fonds partenaires ou spécialisés. Le Fonds contribue à l'adoption des meilleures pratiques au sein de l'industrie des fonds de capital d'investissement, en endossant les Principes de l'Institutional Limited Partners Association (ILPA). Les principes de l'ILPA constituent un cadre de discussion entre le gestionnaire commandité et les commanditaires investisseurs dans le but d'assurer une saine gouvernance des capitaux, une cohésion des intérêts entre le gestionnaire et les investisseurs ainsi qu'une transparence exemplaire dans la reddition de comptes. Depuis 2010, la convention de souscription pour tout nouvel investissement dans un fonds spécialisé doit être accompagnée d'un rapport de conformité à ces principes. Selon le dernier rapport de développement durable de Fondation publié en septembre 2014, plus de 90 % des sommes investies dans des fonds partenaires ou spécialisés étaient dirigées vers un ou des fonds répondant à des aspects sociaux, environnementaux ou de saine gouvernance.

Pour les placements effectués sur les marchés financiers, Fondation fait appel à des conseillers en valeurs externes. Ceux-ci sont signataires des Principes pour l'Investissement Responsable de l'ONU (PRI). Leur champ d'intervention est encadré par diverses politiques et mandats qui leur sont donnés. En plus de prendre en compte dans ses critères de sélection les positions et pratiques des conseillers en valeurs par rapport aux enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), Fondation privilégie ceux dont le siège social est situé au Québec. Lorsque Fondation détient des actions votantes dans des entreprises cotées en Bourse, directement ou par le biais de fonds communs dont il détient des unités, l'exercice des droits de vote doit s'inspirer des Principes pour l'investissement responsable (PRI) et des politiques de Fondation.

Signataire des PRI depuis 2011, Fondation est actif au sein du réseau québécois des signataires des PRI et participe à la sensibilisation des marchés financiers à l'importance d'adopter des comportements responsables prenant en compte les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Le Fonds soumet annuellement un rapport au secrétariat des PRI présentant sa contribution à chacun des six principes dans son approche de gestion des marchés financiers.

## **Normes du travail**

- 3. Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective;**
- 4. L'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire;**
- 5. L'abolition effective du travail des enfants; et**
- 6. L'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.**

Fondaction a été créé à l'initiative de l'une des plus importantes centrales syndicales québécoises, la Confédération des syndicats nationaux (CSN). Différentes dispositions à l'intérieur de la convention collective garantissent l'exercice d'activités syndicales.

Fondaction préconise l'égalité des chances dans le domaine de l'emploi et la convention collective du personnel syndiqué prévoit qu'aucune menace, contrainte ou discrimination ne puissent être exercée à l'endroit d'une personne salariée en raison de sa race, couleur, nationalité, origine sociale, langue, sexe, grossesse, orientation sexuelle, état civil, âge, croyances religieuses, opinions politiques, handicap, liens de parenté, situation parentale ou de l'exercice d'un droit que lui reconnaissent la convention collective ou la loi. Il n'existe pas de différence dans les prestations versées selon les statuts d'emploi des salariés, qu'ils soient à temps plein ou à temps partiel, qu'ils occupent un poste temporaire ou permanent. Aucune personne salariée dirigeante ou dirigeant ne touche une prime au rendement.

Fondaction privilégie une approche de travail et d'échanges fondée sur les principes de la gestion participative qui intègre la prise en compte de facteurs humains tels que les relations au sein et entre les groupes de travail, les changements technologiques ainsi que les questions portant sur la santé et la sécurité. La convention collective prévoit le traitement de ces questions sur une base paritaire, en s'appuyant sur un comité des relations de travail qui recherche des ententes sur une base consensuelle pour les mandats qui lui sont confiés. Les délais de notification sont établis en fonction des situations.

Par ailleurs, les activités de Fondaction ne présentent pas de risque concernant le travail des enfants et le travail forcé, les législations et réglementations requises étant en vigueur au Québec. De même, en regard de ses financements directs en entreprise, Fondaction favorise des conditions de travail équitables et ne s'oppose pas à la volonté de syndicalisation des salariés dans une entreprise au cours du partenariat financier. Ce n'est toutefois pas son rôle d'intervenir en matière de relations de travail en lieu et place de la direction de l'entreprise ou du syndicat.

Dans ses relations avec ses fournisseurs, Fondaction souhaite s'assurer que les biens et services produits le sont dans le respect des travailleuses et des travailleurs, des communautés et de l'environnement. Le Fonds privilégie les produits et services locaux, réalisés par des entreprises syndiquées ou par des entreprises d'économie sociale. Faisant affaire avec des entreprises implantées au Québec, celles-ci sont assujetties à la Charte des droits et libertés canadienne et aux normes du travail du Québec. À notre connaissance, aucune n'a été condamnée pour des pratiques en regard des droits de la personne ou de la législation du travail.

## Environnement

7. **Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement;**
8. **À entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement; et**
9. **À favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.**

Fondaction dispose d'une politique environnementale depuis 2005. Cette politique s'articule autour de deux axes prioritaires : la gestion des matières résiduelles et les émissions de gaz à effet de serre dans une perspective de lutte aux changements climatiques. Cette priorisation est le résultat d'une procédure d'identification des aspects environnementaux internes significatifs où Fondaction peut véritablement agir pour limiter ou diminuer son impact sur l'environnement.

Bien que les activités internes de Fondaction présentent une empreinte écologique de faible intensité comparativement à celles d'autres secteurs d'activité, Fondaction a adopté une approche intégrée de gestion des impacts environnementaux qui porte non seulement sur ses propres activités, mais également sur ses décisions d'affaires et sur l'amélioration des connaissances dans le domaine.

La politique environnementale vise à sensibiliser et à influencer nos parties prenantes internes et externes telles que les entreprises du portefeuille, les fournisseurs, les organisations présentes au Carrefour financier solidaire à Montréal et à l'édifice Fondaction de Québec avec la participation de l'ensemble des salariés. Elles portent, entre autres, sur la gestion des immeubles, la gestion des matières résiduelles, le plan de transport durable à l'intention des salariés et la politique d'achat responsable.

À cet effet, la collecte des matières organiques a été instaurée en 2015 au Carrefour financier solidaire et l'attestation ICI on recycle! Niveau 3 de RECYC-QUÉBEC est en cours d'obtention. Cette attestation reconnaît les actions menées en faveur de la réduction à la source, du réemploi, du recyclage et de la valorisation des matières résiduelles. Fondaction est par ailleurs un des signataires fondateurs de la Charte d'engagement envers le développement durable des commanditaires et partenaires d'événements du Conseil québécois des événements écoresponsables. Lors de ses quatre dernières assemblées générales annuelles, Fondaction a répondu aux exigences de la norme du Bureau de normalisation du Québec ayant trait à l'organisation d'événements écoresponsables.

La conception écoénergétique du Carrefour financier solidaire a été reconnue par le Programme d'encouragement pour les bâtiments commerciaux du gouvernement fédéral tandis que le bâtiment de Fondaction à Québec, inauguré en 2010, a obtenu certification LEED-NC, niveau Argent.

Fondaction, dans ses activités internes courantes, consomme peu de matières. Des biens durables comme le mobilier et le matériel informatique constituent les principales

consommations matérielles de Fondation. Dans ce domaine nous privilégions le mobilier fabriqué localement et les appareils écoénergétiques. La totalité du papier consommé à l'interne est certifiée « 100 % recyclé postconsommation » et nous tentons de faire de même pour les communications envoyées à nos actionnaires. Malgré la croissance de ses activités, la consommation relative de papier par Fondation continue de décroître grâce aux efforts effectués à l'interne, mais aussi l'utilisation de communications et de documents envoyés par voie électronique à nos actionnaires.

La consommation d'eau est limitée à la consommation domestique et provient des réseaux d'aqueducs municipaux. Nos installations sanitaires sont équipées de toilettes à faible débit et les bouteilles d'eau de source ont été remplacées par des systèmes de refroidissement d'eau directement relié à l'aqueduc municipal. Par la nature de ses activités et sa présence en milieu urbain, Fondation a très peu d'impact sur la biodiversité puisqu'aucun milieu sensible ne se trouve près des bureaux de Fondation.

La consommation d'énergie est liée au chauffage, à la climatisation et à l'éclairage des espaces. Au cours des deux derniers exercices financiers, la consommation totale a légèrement diminué, comme illustré dans le tableau suivant :

<b>Consommation</b>	<b>2013-2014</b>	<b>2014-2015</b>
Montréal	2 783 GJ	2 506 GJ
Québec	366 GJ	370 GJ
<b>Total</b>	<b>3 149 GJ</b>	<b>2 876 GJ</b>
<b>Intensité énergétique</b>	<b>1,14 GJ/m<sup>2</sup></b>	<b>1,04 GJ/m<sup>2</sup></b>

Le transport et la consommation énergétique des bureaux loués à des organisations partenaires sont les deux principales sources de consommation énergétique qui s'ajoute à celle de Fondation, tel qu'illustré dans le tableau suivant.

Énergie (en gigajoules)	2013-2014	2014-2015
<b>Portée 1 (consommation d'énergie directe négligeable)</b>		
<b>Portée 2 (consommation d'énergie indirecte)</b>		
Consommation d'électricité	3 149	2 876
Intensité des locaux	<b>1,14 GJ/m<sup>2</sup></b>	<b>1,04 GJ/m<sup>2</sup></b>
<b>Portée 3 (consommation d'énergie indirecte)</b>		
Déplacements résidence-travail	1 715	1 779
Déplacements RF	677	539
Déplacements professionnels	823	894
Déplacements - avion	132	99
Assemblée générale	147	174
Électricité des locaux loués	5 282	5 097
<b>Total</b>	<b>8 776</b>	<b>8 582</b>
<b>Intensité transport</b>	<b>2,9 GJ/M\$</b>	<b>2,8 GJ/M\$</b>
<b>Intensité locaux loués</b>	<b>1,14 GJ/m<sup>2</sup></b>	<b>1,04 GJ/m<sup>2</sup></b>
NO <sub>x</sub> produits par les transports terrestres	563 kg	560 kg

La consommation d'énergie présentée au tableau précédent entraîne la production d'émissions de gaz à effet de serre (GES). Les émissions totales approximatives sont présentées dans ce tableau selon les trois portées (scope) identifiées par la Global Reporting Initiative (GRI).

Gaz à effet de serre (tonnes équivalentes CO <sub>2</sub> )	2013-2014	2014-2015
<b>Portée 1 (émissions directes négligeables)</b>		
<b>Portée 2 (émissions indirectes)</b>		
Consommation d'électricité	18,1	16,5
Intensité des locaux	6,5 kg/m <sup>2</sup>	6,0 kg/m <sup>2</sup>
<b>Portée 3 (émissions indirectes)</b>		
Déplacements résidence-travail	128,7	130,8
Déplacements RF	46,2	36,7
Déplacements professionnels	56,1	60,9
Déplacements - avion	16,4	11,9
Assemblée générale	15,6	15,3
Électricité des locaux loués	30,4	29,4
<b>Total</b>	<b>291</b>	<b>285</b>
<b>Intensité transport par million de \$ d'actif</b>	<b>0,22 t éq CO<sub>2</sub>/M\$</b>	<b>0,20 t éq CO<sub>2</sub>/M\$</b>
<b>Intensité locaux loués par mètre carré</b>	<b>6,5 kg/m<sup>2</sup></b>	<b>6,0 kg/m<sup>2</sup></b>



Les émissions de GES lors de la tenue de l'assemblée générale annuelle et les déplacements en avion sont compensées en achetant des crédits de compensation de carbone Gold Standard auprès de Planetair.ca et auprès d'Ecotierra selon les standards VCS. Afin de réduire les GES produits par le transport terrestre, le programme Carbopoints, mis sur pied par Fondation et ses partenaires du Carrefour financier solidaire, continue de remporter un vif succès auprès des salariés de Fondation, près de la moitié des salariés de Fondation s'en prévalant. Le programme prévoit des récompenses pour ceux et celles qui utilisent des modes de transport alternatif à l'auto solo en plus de payer la moitié du coût des titres mensuels de transport collectif.

Plusieurs mesures facilitant l'adoption de comportements écoresponsables en matière de déplacements ont été mises de l'avant pour réduire le kilométrage total parcouru par les salariés dans un cadre professionnel : l'utilisation de la visioconférence, l'encouragement au transport collectif et l'utilisation des transports publics. Ainsi, le kilométrage total parcouru est passé de 269 000 km en 2013-2014 à 292 400 en 2014-2015 soit une augmentation équivalant à cinq tonnes de GES. Cette hausse est attribuable à la croissance de l'actif ainsi qu'à l'accroissement des effectifs.

Un des principes de développement durable entériné en 1992 dans la Convention de Rio est le principe de précaution. Pour Fondation, il consiste à entretenir une réflexion sur les impacts économiques, sociaux et environnementaux de ses activités, tant à l'interne qu'à l'externe. Lorsqu'au meilleur de sa connaissance, certains projets d'investissement ou certaines de ses activités risquent d'entraîner de retombées négatives sur la population ou l'environnement, Fondation préfère s'abstenir.

Fondation continue d'agir comme acteur de changement, entre autres, par le développement d'un portefeuille d'entreprises en technologies propres, par la participation à la grappe industrielle Écotech Québec portant sur les technologies propres, ainsi qu'au comité de liaison des partenaires avec la Direction de l'environnement et du développement durable de la Ville de Montréal. Fondation est partenaire de Coop Carbone, qui permet aux organisations de réduire leurs coûts de consommation de carburant et leurs émissions de GES ainsi que d'Énergère, qui offre des services éconergétiques. Depuis 2010, la procédure d'investissement rend obligatoire pour tous les investissements dans des entreprises ayant des activités de fabrication l'utilisation d'un questionnaire ayant pour but de mieux cerner les risques environnementaux. L'appui à la recherche dans les domaines du développement durable et de la finance socialement responsable s'inscrit directement dans la mission de Fondation et dans sa volonté d'être un vecteur de changement tant dans le monde de la finance qu'au sein de la société québécoise.

Au cours de l'année 2015, Fondation s'est joint au gouvernement du Québec et à la Fédération québécoise des coopératives forestières pour démarrer le Fonds Biomasse Énergie. Ce fonds a pour but de promouvoir l'adoption de la biomasse forestière résiduelle comme source d'énergie en remplacement des énergies fossiles. Cette méthode permet de réduire les gaz à effet de serre des processus de chaufferie en mettant en valeur une ressource renouvelable et économique. Cette initiative s'inscrit directement dans la

mission de Fondation de création d'emplois dans toutes les régions du Québec et elle permet de développer une expertise et des technologies sur l'ensemble du territoire.

## **Lutte contre la corruption**

### **10. Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.**

La gouvernance de Fondation reflète les valeurs qui l'animent : un mode de fonctionnement qui encourage la répartition des pouvoirs et une grande rigueur dans l'exercice des règles de gouvernance, de conduite et d'éthique. Le rapport de Fondation avec la Confédération des syndicats nationaux (CSN) en est un de partenariat et de proximité et non d'affiliation, de contrôle ou de propriété.

Il est utile de rappeler que le conseil d'administration de Fondation est composé d'une majorité de personnes qui n'exercent pas de mandat syndical et qu'une nette distinction entre la gouvernance et les opérations a toujours caractérisé le fonctionnement de Fondation. Le rôle du conseil d'administration est d'assurer un suivi des activités courantes et de la situation financière de Fondation. Les politiques, le budget et les orientations stratégiques de Fondation sont adoptés par le conseil d'administration qui maintient une vision globale des activités et supervise le travail de la direction. Le respect de l'application de chacune des politiques est confié au conseil d'administration, lequel a créé certains comités pour l'assister dans son travail.

Le rapport de développement durable publié tous les deux ans, selon les plus hautes exigences de la Global Reporting Initiative, est une expression de la responsabilité sociétale de Fondation en cohérence avec la mission, les valeurs et le positionnement stratégique de l'organisation. Le Fonds considère que l'accès à une information juste à ses parties prenantes est au centre de sa démarche de responsabilité sociétale. La transmission d'information de qualité à ses parties prenantes est essentielle au bon fonctionnement de la structure de gouvernance. La triple reddition de comptes, par l'entremise de la réalisation et de la diffusion d'un rapport de développement durable en plus du rapport financier, est un moyen efficace de communiquer et de permettre aux parties prenantes d'avoir une vision juste de l'ensemble des activités du Fonds et de ses externalités.

En raison de l'importance qu'il accorde aux pratiques de saine gouvernance et de transparence, Fondation dispose d'une ligne directrice en matière de gouvernance, adoptée par le conseil d'administration en 2008.

Le conseil d'administration a adopté, en 2001, un code de conduite et d'éthique à l'intention de ses administrateurs, dirigeants, cadres et toute autre personne à qui s'applique le code en raison d'une entente, d'un contrat d'emploi ou d'un mandat dans la mesure prévue à cette entente, ce contrat ou ce mandat. Depuis 2002, un code de conduite et d'éthique équivalent s'applique aussi à l'ensemble du personnel syndiqué de Fondation. Les personnes visées doivent éviter de se placer dans des situations pouvant mettre leur intérêt personnel et celui de Fondation en conflit. Ces codes de conduite et d'éthique définissent, entre autres, les règles de conduite des personnes visées afin d'éviter les situations de conflit d'intérêts et proscrivent l'utilisation par ces personnes d'avantages découlant d'une information ou d'un intérêt quelconque reliés à Fondation qui sont incompatibles avec leurs fonctions et responsabilités. Il leur incombe de prendre

les mesures nécessaires afin d'éviter tout conflit ou apparence de conflit d'intérêts afin de maintenir leur impartialité dans l'exécution de leurs tâches et responsabilités. Les codes de conduite et d'éthique contiennent des mesures anticorruption et limitent la valeur des dons, cadeaux, services et autres avantages pouvant être acceptés par les employés et dirigeants de Fondation. Ceux-ci ne doivent en aucun temps avoir un effet dans l'exécution des rôles et responsabilités de chacun, ni être susceptibles de porter préjudice à la crédibilité de Fondation.

Toutes les personnes à qui s'appliquent les codes de conduite et d'éthique (l'ensemble des employés syndiqués, cadres, administrateurs et autres personnes visées) doivent y adhérer dès leur embauche ou leur nomination et remplir une déclaration à cet effet chaque année. Une disposition des codes de conduite et d'éthique prévoit qu'en matière de divulgation à l'égard de faits jugés préjudiciables à Fondation, tout déclarant, sous le sceau de la confidentialité, doit aviser par écrit, dans les meilleurs délais, la direction des affaires juridiques corporatives ou la présidence du conseil d'administration. Le comité de gouvernance et d'éthique est chargé de voir à l'application des codes et d'en assurer la révision. Aucun cas de corruption n'a été signalé jusqu'à maintenant.

Par ailleurs, conformément aux exigences de la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes, Fondation a mis en œuvre un programme de prévention de la fraude, malversation et corruption. Dans ce cadre, une évaluation des risques a été effectuée relativement aux activités de la souscription visées par cette loi. Le rapport porté à la connaissance du conseil d'administration de Fondation ne relevait aucune anomalie ou infraction.

À Fondation, les pouvoirs décisionnels relatifs aux autorisations d'investissement et de déboursement sont exercés par le conseil d'administration et dans certains cas par le comité exécutif selon la nature de la demande. Le processus de revue diligente est supervisé par un comité constitué de personnes provenant de différents modules. La recommandation d'investissement résulte d'un travail collectif, sûr et compétent, qui amenuise la possibilité d'abus de pouvoir ou de corruption et contribue de manière importante à l'appréciation des risques. À Fondation, il existe une distinction claire entre la gouvernance et les opérations. Aucun palier d'autorisation n'est confié à qui que ce soit, personne ne peut décider seul d'un investissement. Le processus d'investissement franchit plusieurs étapes avant recommandation aux instances décisionnelles. Aucun membre du conseil d'administration ne participe au processus conduisant à l'examen de la pertinence d'une recommandation aux instances par les comités de l'investissement ni n'est membre, à l'exception du président-directeur général, d'un de ces comités.

En ce qui a trait aux placements sur les marchés financiers, les gestionnaires en valeurs externes doivent respecter la politique ou leur mandat de gestion dans toutes les transactions qu'ils effectuent. Fondation ne fait affaire qu'avec des firmes bien établies qui ont des systèmes de conformité et de gestion des risques. En tout temps, l'argent et les titres sont chez son gardien de valeurs dont le rôle est, entre autres, de veiller à ce qu'il n'y ait pas de détournement de fonds.